

QUELLES DIFFÉRENCES ENTRE LES BIENS COMMUNS ET LE COMMUNISME ?

LE 6 JANVIER 2011 MICHEL BAUWENS

Quelle sont les similitudes divergences entre les traditions socialistes et l'émergence des idées et pratiques liées au P2P et des biens communs ? Michel Bauwens, fondateur de la P2P Foundation, nous explique sa vision.

TITRE ORIGINAL : HOW DOES THE IDEA OF P2P AND THE COMMONS DIFFER FROM THE SOCIALIST TRADITION?

Dans **cet article** du journal *Pagina 12*, le journaliste Mariano Blejman écrit que je mets sur le même plan le matériel ouvert et socialisme. Et c'est également le message qui semble être relayé aujourd'hui sur twitter.

Ceci n'est pas exactement ma position, et j'aimerais donc en profiter pour publier de nouveau un précédent article qui explique notre positionnement vis à vis du socialisme.

Quelle est la connexion entre la tradition historique du socialisme/communisme et l'émergence contemporaine des idéologies liées au peer to peer et des biens publics ?

Notre interprétation du communisme

Pour moi, le communisme est à la base l'idée qu'une société humaine alternative basée sur des relations d'égalité et sans héritage des richesses et des privilèges est possible. C'est quelque chose qui apparait et réapparait encore dans l'Histoire humaine comme une expression de ceux qui ne profitent pas des privilèges et de la structure sociale actuelle.

Un exemple probant est bien sur les communautés chrétiennes décrites dans *Les Actes des Apôtres*, mais c'est un thème récurrent dans l'Histoire.

De manière plus importante (et récente), le communisme a impulsé l'idée d'un mouvement ouvrier né au même moment que le capitalisme industriel, et qui pris plusieurs formes différentes telles que les utopies socialistes expérimentales du XIXème siècle, les mouvements sociaux-démocrates ouvrier dominants du XXème siècle ou encore les mouvements anarchistes précédants la seconde guerre mondiale.

Malheureusement, après la révolution russe et la régression sociale issue de l'isolement économique, le communisme est devenu le prétexte à l'instauration d'une nouvelle classe dominante. Laquelle mit en place une nouvelle société basée sur le management étatique de la propriété, sur l'oppression, à l'image de l'Eglise qui utilisait jadis le Christ pour justifier un système féodal, hiérarchique et oppressant. Aujourd'hui, le communisme est totalement infecté par cette expérience historique d'oppression sociale.



Et le Peer to Peer ?

Le P2P est né d'une expérience humaine consistant à la création de biens communs numériques de connaissances, codes, designs, et ceci basé sur la contribution volontaire et la mise à disposition universelle. Cela a permis de réintroduire dans une large population la notion de participation commune.

Mais le P2P, c'est aussi l'expression sociale d'une nouvelle forme de travail à l'ère de la société de la connaissance. Après le capitalisme industriel et la dépossession totale de l'accès aux outils de production, les travailleurs retrouveraient ainsi le contrôle de leur outil de production, grâce aux ordinateurs et au réseau social internet.

Cette expérience se caractérise aussi par la gratuité, la participation libre et collaborative, ceci afin de produire des biens publics. Depuis la découverte de cette expérience combinant égalité et liberté ("égaliberté") ainsi que la trans-individualité d'être connecté par des affinités, le désir d'étendre cette expérience à d'autres domaines de la vie augmente naturellement.

A la *P2P Foundation*, la théorie du P2P que nous essayons de promouvoir est simplement l'une des expressions de cette tendance générale, voire peut être de manière plus ambitieuse encore puisqu'il ne s'agit pas seulement d'implémenter partiellement les nouvelles valeurs et pratiques sociales (comme le font les mouvements du libre), mais sa généralisation à tous les domaines de la société.

Quelles sont alors les principales différences avec le communisme ?

Le peer to peer ne vise pas nécessairement à établir une société sans classe, mais à généraliser des pratiques déjà existantes. Bien sur, je serais très sceptique à l'idée qu'une telle société pourrait être réalisée. Par conséquent, les politiques de peer to peer sont un effort pragmatique pour étendre la portée des pratiques P2P. Ce qui ne veut pas dire que je n'envisage pas que cette nouvelle logique sociale puisse devenir le cœur d'un nouvel ordre social, mais ceci en cohabitation avec l'ordre social actuel. C'est en tout cas un effort qui vise à créer un monde plus libre, juste et égalitaire.

Le P2P n'est pas l'expression de la classe ouvrière, mais une nouvelle forme de travail cognitif. Cependant, cela ne concerne pas seulement les professions intellectuelles, mais les conditions humaines en général dans la société de la connaissance, ce qui pourrait donc potentiellement affecter la culture et l'idéologie à un niveau plus global.

Pour toutes ces raisons, le peer to peer n'est pas une continuation du socialisme ou du communisme mais une ré-élaboration de pratiques et théories émancipatrices dans le cadre de nouvelles conditions sociales.

C'est un nouveau départ et une reformulation des enjeux qui n'a pas de lien avec les traditions précédentes, même si il est naturel que ces efforts se penchent sur leurs antécédents historiques. En fait, le peer to peer n'est pas lié au communisme en tant que réforme de celui-ci, mais s'y réfère de la même manière que le christianisme était connexe au paganisme de l'Empire Romain. C'est à dire comme une trans-valuation de ses prémisses principaux. Entre autres choses, cela nous libère des querelles incessantes des sectes de gauche.

Mais bien sur, cela ne signifie pas que le peer to peer est complètement dissocié du contexte historique d'hier et d'aujourd'hui. Il n'est simplement pas redevable de la même tradition.

Pourquoi les biens publics ?

C'est autour de la question des biens publics que la différence avec les traditions émancipatrices antérieures est la plus manifeste.

Les mouvements ouvriers sont historiquement associés à un effort pour obtenir la propriété publique et/ou étatique ainsi que la régulation de l'économie (voire planification dans le cas du marxisme).

Le peer to peer et les biens communs correspondent à de la création directe de valeur par la société civile, ainsi que de nouvelles formes de gouvernance et de propriété qui s'y appliquent.

Les formes de propriété préconisées ne sont pas fondées sur la propriété privée ni sur l'appropriation des biens par l'Etat, mais sur le fait que les individus sont "copropriétaires", ils ne sont pas exclus par qui que ce soit de l'accès à la valeur à laquelle ils ont contribué. Les individus et leurs propriétés ne disparaissent pas dans la collectivité représentée par l'Etat.

Les biens publics deviennent l'institution centrale de la nouvelle politique économique en lieu et place de l'Etat. Cette approche n'abolit pas la propriété privée mais limite sa portée en en faisant une forme de propriété secondaire dans l'allocation des biens rivaux, tout en limitant les externalités sociales et environnementales négatives.

Par ailleurs, l'approche par les biens communs n'abolit pas l'Etat, et n'en fait pas le seul responsable de la planification. En revanche, elle limite le rôle de celui-ci à la gouvernance de l'intérêt général, le faisant garant de l'équilibre entre les fonctions publiques, la société civile, et les entreprises privées. L'Etat pourrait être garant de cette nouvelle économie et éventuellement s'effacer progressivement, à mesure que la société civile devient suffisamment autonome et égalitaire pour prendre le relais.

Nous ne nous faisons pas d'illusions : ce processus peut prendre du temps. Néanmoins, nous pensons qu'une phase de transition d'à peine quelques décennies est nécessaire dans la mesure où la destruction de l'environnement et la dislocation sociale ne nous permettent pas de survivre longtemps dans la structure sociale actuelle.

Quelle est notre approche politique ?

Notre approche en tant qu'organisation représentante de ce mouvement n'est pas de remplacer les mouvements socialistes ou autres groupes politiques, mais de nous allier à eux qui luttent pour protéger le patrimoine de l'Humanité et pour une meilleure redistribution des richesses. D'où l'idée d'une alliance triangulaire entre ceux qui luttent :

pour une culture libre et les biens communs

pour la protection de la biosphère
pour la justice sociale

Article initialement publié sur **le blog de la P2P Foundation** par Michel Bauwens ainsi que **sur owni.eu**

>> Photos flickr CC **Jose A. Gelado** ; **Brocco Lee**

Traduction : Stanislas Jourdan

BUG-IN

le 6 janvier 2011 - 10:46 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Bon... y'a du boulot dans l'idôlatry de l'informatique et de la société numérique ou de service, je vois que visiblement il y a besoin d'un décrassage.

J'imagine bien une photo des enfants qui extrait le minerai de Coltan nécessaire pour les puces au Congo, et une autre de ceux qui tri les déchets électronique en Inde et en Afrique, avec en dessous :

"Vive la société des services et le numérique" ; J'aurai pu dire "vire le p2p", mais la je serai un peu méchant.

Mais c'est un problème, Le "p2p", n'est qu'une tactique, une stratégie, la présenter comme un moyen qui fait la promotion d'une société de service postindustrielle est une erreur magistrale et importante. Une méconnaissance des problèmes écologiques et sociaux que nécessiterai une telle société.

Quand a l'effacement progressif d'un Etat qui passera le relai a sa population... c'est impossible. Quand on est gouvernants on a envie d'y rester et d'abuser. C'est ce qui s'est passé pour les retraites, c'est ce qui se passe en général.

Il ne faut pas d'Etat, il faut détruire l'industrie marchande et la propriété. S'organiser localement en prenant soin du bien commun de manière autogestionnaire et en démocratie directe.

ET enfin, il faut sortir de l'unique point orgasmique politique de la "réappropriation" et du contrôle par les travailleurs et usager de l'outil de production. Il faut pouvoir maîtriser aussi la production même de l'outil de production. C'est à dire refuser des techniques qui nécessite une expertise pour être construite. Sinon c'est le retour de l'oligarchie par le biais d'une connaissance, d'un savoir qui s'autonomise trop au dépend d'une démocratie.

L'expertise, tue la démocratie... ou plutôt, d'accord pour des expertises... mais après le choix et la décision démocratique (je ne parle pas du parlementarisme actuel, mais bien de démocratie).

Vive le savoir populaire !

Vive les péquenots sciences ! (<http://pecnoscience.wordpress.com/>)

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

PASCAL

le 28 janvier 2012 - 18:15 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Downgrade !

Bravo pour ce commentaire.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE